

Date de signature	Prêteur	Taux (%)	Dernière échéance	Capital initial	Encours 31/12/2025	Annuité 2026	Total intérêts du contrat*
2016	Banque de Polynésie	2,30	nov 2027	160 000 000	32 171 035	15 901 074	21 549 672
2017	Banque de Tahiti	1,85	nov 2027	270 000 000	58 058 488	28 761 358	26 366 760
2017	Banque de Tahiti	1,85	déc 2027	165 000 000	33 226 741	16 460 050	17 500 247
1999	V°FED	1,00	mars 2028	161 166 422	15 812 989	6 288 693	14 103 974
2000	VI°FED	1,00	déc 2030	98 093 347	18 468 829	3 619 644	10 280 573
2018	Banque de Tahiti	1,85	avril 2028	190 000 000	61 438 553	21 981 324	16 694 252
2018	Socredo	1,75	nov 2030	1 053 950 000	466 117 029	89 996 453	115 171 271
2018	Agence Française de Développement	0,00	déc 2028	715 990 452	214 797 131	71 599 045	0
2018	Banque de Tahiti	1,50	nov 2035	238 500 000	164 871 648	15 398 713	28 281 600
2020	Banque de Tahiti	1,40	fév 2036	500 000 000	352 853 170	32 242 665	55 663 859
2022	Banque de Tahiti	2,65	déc 2042	1 050 000 000	947 015 850	43 135 824	306 108 801
2022	Socredo	2,65	déc 2042	450 000 000	401 287 912	18 609 259	131 166 856
2023	Banque de Tahiti	3,30	juin 2044	900 000 000	859 397 340	33 704 704	333 011 520
2023	Socredo	3,30	juin 2044	600 000 000	567 383 149	22 655 178	221 064 185
2024	AFD	3,16	juin 2049	1 133 651 549	1 065 632 458	45 346 062	461 401 270
2024	Banque de Tahiti	3,50	janv 2045	600 000 000	600 000 000	21 116 105	236 819 360
2024	Socredo	3,50	janv 2045	400 000 000	400 000 000	14 077 403	157 879 574
TOTAL				12 497 605 561	6 258 532 322	500 893 554	2 153 063 774

3.8.15 SOCREDO

Type de société – Forme juridique : Société anonyme d’économie mixte (SEM)		
Secteur d’activité : Banque		
Code NAF : 6419 Z	N° TAHITI :075390	N° RCS : 59 1 B
Tel : 40 41 51 23 - 40 47 90 84	Email : -	
Siège social : 115 rue Dumont d’Urville - BP 130 - 98713 Papeete		
Directeur général : Monsieur Régis CHANG		

Présentation :

Créée en 1959, la Banque SOCREDO a pour objet de financer des opérations dans trois domaines d'activité principaux : le financement de l'habitat et de

l'équipement des ménages, le financement des investissements et de l'activité des entreprises et l'accompagnement de projets s'inscrivant dans le cadre du développement économique et social de l'ensemble des archipels.

Conseil d'administration :

Président :	Philippe BAUDUIN (AFD –EPIC)
Administrateurs publics :	Antony GEROS (collectivité de la PF) Claude PERIOU (collectivité de la PF) Minarii GALENON-TAUPUA (collectivité de la PF) Warren DEXTER (collectivité de la PF) Taivini TEAI (collectivité de la PF) Mounia AIT OFKIR (AFD- epic) Marie EDAN (AFD –epic)
Administrateurs privés :	Régis BARRIAC (COFIBRED) Darryl CONSTANTIN (COFIBRED)

Actionnariat :

Valeur nominale de l'action (F CFP) :			50 000
Nom du Souscripteur	Nb d'actions	%	Montant
POLYNESIE FRANCAISE	220 000	50,00%	11 000 000 000
Total collectivités publiques	220 000	50,00%	11 000 000 000
AGENCE France Développement	154 000	35,00%	7 700 000 000
COFIBRED	66 000	15,00%	3 300 000 000
Total banques	220 000	50,00%	11 000 000 000
Total	440 000	100%	22 000 000 000

Ressources humaines :

- Masse salariales et effectifs :

Masse salariale et effectif :

Exercice	Montant (MF CFP)	Variation (%)	Effectif permanent	Variation (%)
2023	4 643 740 017	0,93%	487	1,25%
2024	4 924 304 060	6,04%	524	7,60%
2025	5 048 306 069	2,52%	523	-0,19%

- Pyramide des âges :

2025	Homme		Femme		Totaux	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
< 20 ans	0	0%	0	0%	0	0%
20-24 ans	1	1%	6	2%	7	1%
25-29 ans	17	9%	23	7%	40	8%
30-34 ans	20	11%	34	10%	54	10%
35-39 ans	24	13%	57	17%	81	15%
40-44 ans	30	16%	83	25%	113	22%
45-49 ans	32	17%	58	17%	90	17%
50-54 ans	27	15%	36	11%	63	12%
55-59 ans	29	16%	31	9%	60	11%
60-65 ans	5	3%	10	3%	15	3%
> 65 ans	0	0%	0	0%	0	0%
Totaux	185	100%	338	100%	523	100%

Activités de la société au titre de l'année 2025 :

Le contexte polynésien 2025

En 2025, la dynamique de croissance de la Polynésie française se renforce.

L'environnement économique reste globalement favorable :

- La fréquentation touristique est en hausse de +8% en octobre 2025, avec plus de 240 000 touristes.
- L'emploi salarié est bien orienté, soutenant la consommation des ménages. Le marché du travail est en progression.
- Le climat des affaires reste au-dessus de sa moyenne long terme, avec un rebond à mi-2025.
- L'Institut d'Emission d'Outre-Mer maintient son rôle de soutien de la zone Pacifique à travers le renouvellement des lignes de refinancement. Dans la lignée des baisses de taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE), l'IEOM a également réduit ses taux de facilité de dépôt et de financement mais reste attentif et prudent.
- En 2025, la baisse progressive des taux d'usure, amorcée dès la fin 2024, s'inscrit dans un contexte de désinflation. Les premiers mois de 2025 ont confirmé une amélioration des conditions de financement, favorisant la demande de crédits immobiliers et à la consommation.
- La production de crédits 2025, portée par ce contexte baissier, se caractérise par une proactivité commerciale face à un accroissement de demande de financement des entreprises et une bonne progression sur le marché des particuliers. Toutefois,

la concurrence locale demeure forte et impose une vigilance accrue sur les marges.

L'économie mondiale, incertitudes et contexte baissier des taux

L'économie mondiale évolue sur un rythme de croissance modérée autour de 3,2 % en 2025.

Les États-Unis restent le principal moteur des pays avancés, portés notamment par un boom de l'investissement en intelligence artificielle, avec une croissance autour de 2 % en 2025. La zone euro connaît une croissance plus faible, freinée par la faiblesse de la demande intérieure et les incertitudes politiques dans certains États membres. Les pays émergents présentent des situations contrastées, avec un ralentissement en Chine (immobilier, dette) et une résilience relative dans certaines économies asiatiques et africaines.

En France, la croissance a atteint 0,8% en 2025, mais les perspectives restent modestes. Les projections récentes de la Banque de France convergent vers une inflation modérée entre 1 et 1,5 %.

Le climat d'incertitude politique se renforce avec les fréquentes crises gouvernementales, reports de réforme des retraites, tensions autour de la consolidation budgétaire, et pèse sur la confiance des ménages, les décisions d'investissement des entreprises et la perception du risque France sur les marchés financiers.

La désinflation se confirme à l'échelle mondiale. Selon le FMI, l'inflation globale a reculé à 4,2 % en 2025, se rapprochant progressivement des cibles des grandes banques centrales. L'inflation de la zone euro est

revenue proche de la cible à 2 % et le Conseil des gouverneurs a décidé de laisser les taux inchangés, privilégiant une phase d'observation.

Malgré la désinflation globale, les risques de dégradation restent significatifs :

- Escalade géopolitique (conflits régionaux, tensions au Moyen-Orient, guerre en Ukraine, rivalité États-Unis/Chine) susceptible de perturber les marchés de matières premières (énergie, métaux, agricoles) et de raviver l'inflation importée,
- Politique commerciale et tarifaire américaine sous l'administration Trump, avec des hausses de droits de douane pouvant renforcer les tensions inflationnistes et peser sur le commerce mondial,
- Conditions financières : bien que les taux baissent, un environnement de dettes publiques élevées et de primes de risque plus volatiles peut générer des chocs sur certains pays ou secteurs,
- Risque de "croissance molle" prolongée en Europe, combinant faible expansion du PIB, investissement atone et incertitudes politiques, notamment en France.

L'exercice 2025 est le deuxième exercice de la stratégie Te Avei'a (cap 2024-2028) de la Banque SOCREDO.

Dans ce contexte, au 31 décembre 2025, la situation de la Banque SOCREDO est matérialisée par un bilan qui s'établit à 408,886 milliards de F CFP contre 417,829 milliards de F CFP au 31 décembre 2024, soit une baisse du total bilan de -2,1%.

Le compte de résultat 2025 est arrêté à 1,527 milliard de F CFP contre 1,619 milliard de F CFP au 31 décembre 2024. Cette baisse de -5,7% est principalement due à la hausse du résultat exceptionnel de +286 millions de F CFP sur les opérations de défiscalisation et du coût du risque de +222 millions de F CFP compensée par une maîtrise des frais généraux et une progression de la MNI.

Faits marquants en 2025 :

La Banque SOCREDO a été marquée, au cours de l'exercice 2025,

Au titre de ses activités commerciales, par :

- La création d'un nouvel espace à Pomare dédié à l'habitat et à la Gestion privée, dont l'objectif est de dynamiser la production de crédits (promotions immobilières et habitat) en facilitant la mise en relation des acteurs immobiliers avec les acquéreurs.
- Le développement de l'accession à la propriété avec le lancement du PTZ sur le mois de novembre, accompagnée d'une offre dédiée primo-accédant, en cohérence et soutien des politiques publiques.

- La continuité du renforcement la proactivité commerciale, par la mise en place d'outils de suivi et de pilotage de la dynamique commerciale.
- Le lancement et le déploiement de l'offre Uru Maru, offre dédiée à la clientèle de Banque inclusive.
- De nombreuses campagnes en faveur du crédit à la consommation, et des participations aux salons et foires.

Au titre du développement durable, par :

- Le verdissement progressif de la flotte de véhicules en électriques ou hybrides, ou moins émissifs.
- La poursuite du déploiement des énergies renouvelables dans les agences (installation de panneaux photovoltaïques et visites énergies).
- La signature de la charte pour une finance responsable visant à transformer le modèle d'affaire plus respectueux des limites planétaires, avec la Banque de Polynésie, la SOFIDEP et OFINA.
- La première année de mise en œuvre de l'écocontribution avec AOA sur les projets immobiliers.

Au titre de ses obligations réglementaires, juridiques et fiscales, par :

- Le projet VUC (Vue Unique Client) dans le cadre de la protection et de l'indemnisation des clients en cas de défaillance de la banque.
- La poursuite du projet ECKERT dans le cadre de l'amélioration du dispositif de suivi des comptes inactifs à transférer à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).
- Le renforcement du dispositif de cybersécurité et de protection contre la fraude bancaire (authentification forte sur les cartes de paiement bancaires, actions de sensibilisation de la clientèle, campagne de communication, alertes).
- La mise en conformité du ratio de solvabilité avec le règlement CRR3.
- L'évolution réglementaire COPS de la compensation des moyens de paiements en zone Pacifique Sud.

Au titre de la gestion de la liquidité et du refinancement, par :

- Le pilotage à la baisse des agrégats dépôts et liquidité tout au long de l'année pour optimiser les équilibres bilanciaux au meilleur rendement, tout en maîtrisant le coût de la collecte, et en continuant à souscrire aux dispositifs LR de l'IEOM.
- La signature en décembre 2025, de la ligne de refinancement long terme de 41,9 millions d'euros (5 milliards de F CFP) avec l'AFD, dont le tirage est prévu en 2026.

Au titre du risque de crédit, par :

- Le coût du risque s'est matérialisé par une dotation nette de 625 millions de FCFP.

Au titre de la fiscalité, par :

- La Loi de Pays n°2025-14 du 7 juillet 2025, a généralisé la Retenue à la source sur les revenus des non-résidents aux prestations de toute nature, fournies ou utilisées en Polynésie et a abaissé le taux applicable de 15 à 10%.
- La loi de Pays n°2025-29 du 13 octobre 2025, visant à favoriser l'accès à la première propriété des ménages par l'instauration d'un prêt à taux zéro, dont les intérêts pris en charge par le Pays sous forme de crédit d'impôt accordé aux établissements bancaires conventionnés.
- La Loi de Pays n°2025-38 du 9 décembre 2025, a pris diverses mesures fiscales pour 2026, en faveur du développement économique et accompagnement des politiques sectorielles, dont l'exonération à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers du produit des actions et des parts d'intérêts distribués aux actionnaires disposant de leur siège social en Polynésie française, et également la création d'exonérations spécifiques et la rationalisation du champ d'application de la Retenue à la source applicable aux prestations de services.

Perspectives 2026 :

Nos projections en matière de contexte économique pour l'année 2026 intègrent les points saillants suivants :

La croissance mondiale devrait croître de 2,7% en 2026. Un apaisement partiel des tensions commerciales contribuerait à limiter les perturbations du commerce international. Toutefois l'impact de la hausse des droits de douanes, associé à des incertitudes macroéconomiques accrues, devrait devenir plus évident en 2026. De plus, si les conditions financières se sont détendues grâce à l'assouplissement monétaire et à l'amélioration du sentiment économique, les risques restent élevés compte tenu des valorisations tendues, en particulier dans les secteurs liés aux progrès rapides de l'intelligence artificielle. Parallèlement, le niveau élevé de la dette et les coûts d'emprunt limitent la marge de manœuvre politique, en particulier pour de nombreuses économies en développement.

Malgré la désinflation globale, les risques de dégradation restent significatifs : escalade géopolitique, conflits régionaux, particulièrement au Moyen-Orient mais aussi rivalité Etats-Unis/Chine qui pourraient affecter les marchés de matières premières (énergie, métaux, agricoles) et raviver l'inflation importée. La politique commerciale et tarifaire américaine sous l'administration Trump, avec la hausse de droits de

douane peuvent renforcer les tensions inflationnistes et peser sur le commerce mondial. Bien que les taux baissent, un environnement de la dette publique élevée et de primes de risque plus volatiles peut générer des chocs sur certains pays ou secteurs.

En 2026, la croissance économique française est estimée autour de +1% avec une inflation modérée d'environ 1,5%. Elle serait essentiellement tirée par la demande intérieure privée, dans un scénario de dissipation des incertitudes domestiques. La consommation progresserait et l'investissement privé augmenterait, profitant aussi de la détente des conditions de financement.

Pour 2026, l'économie polynésienne est attendue avec une croissance positive mais modérée, et une inflation contenue. Le contexte de taux est anticipé stable, autour de 2% à l'image du second semestre 2025. Les incertitudes internationales incitent à la réactivité et à la prudence. Cette croissance positive mais modérée sera portée par la poursuite du développement touristique, les investissements liés à la transition énergétique et environnementale, les projets en travaux publics et en infrastructures. Dans un contexte d'inflation maîtrisée et de conditions monétaires plus favorables.

Les principaux points de vigilance :

- La baisse des taux directeurs de l'IEOM anticipée à la fin de l'année 2026,
- La sensibilité du tourisme aux tensions géopolitiques et au coût du transport aérien,
- L'impact de la désynchronisation des cycles mondiaux sur le commerce et les investissements,
- Les réformes fiscales et sociales et leurs impacts.

La progression prévue du bilan sera portée par la dynamique commerciale avec une hausse des encours de crédits attendue, accompagnée au passif par la collecte de dépôts, le maintien de la source de refinancement IEOM à 30 milliards de F CFP et l'hypothèse de la souscription d'une nouvelle dette longue de 5 milliards de F CFP qui accompagnera l'écoulement naturel de la dette interbancaire dans une gestion des grands équilibres bilanciaux et prudentiels.

2026, est l'année centrale de mise en œuvre des ambitions de la stratégie autour de 3 axes :

Le développement durable et l'inclusion :

- La définition de l'indicateur « part verte des crédits », et par la mise en œuvre du plan d'action « Vie de bureau ».
- La poursuite du déploiement de l'offre URU MARU et de l'usage du tahitien dans les relations clientèle et internes.
- La qualité de service et la progression du PNB :

- La poursuite de l'évolution de l'organisation des directions de marchés, au service de la proactivité commerciale.
- Le déploiement de la signature électronique, au service des clients et du développement du PNB,
- La mise en œuvre du plan data, pour un pilotage commercial optimisé,
- Le déploiement attendu de la signature électronique sur les principaux produits (cartes, banque à distance) et le lancement du crédit à la consommation en ligne.
- Le développement de nouveaux produits de moyens de paiement et de packages dédiés à la clientèle des jeunes et des professionnels.
- Le développement du groupe dans la région.

Agrégats du bilan comptable :

ACTIFS :

Si les objectifs budgétaires 2026 en termes de priorités commerciales, réglementaires et financières, ont clairement été définis, la Banque SOCREDO devra relever le défi de tenir son cap financier dans un contexte d'incertitudes relatif à la sensibilité du contexte des taux, au contexte conjoncturel local et international.

La banque reste résolument engagée dans ses projets innovants destinés à renforcer sa rentabilité et dans son ambition de positionnement de 1ère banque polynésienne engagée dans le développement durable, en gardant le cap du 'AVEI'A 2028.

La Banque SOCREDO a été retenue comme partenaire officiel des Jeux du Pacifique 2027. Cet événement majeur polynésien sera catalyseur de cohésion interne autour d'enjeux de développement durable, régionaux et inclusif par le sport.

En F CFP	2023	2024	2025
Immobilisations incorporelles et corporelles	18 002 589 851	15 232 733 256	15 513 742 070
Actif immobilisé brut incorporel	4 618 114 204	2 907 337 317	3 285 480 364
Actif immobilisé brut corporel	13 384 475 647	12 325 395 939	12 228 261 706
Terrains	728 508 008	728 508 008	728 508 008
Aménagements de terrains			
Constructions	8 763 068 048	8 948 097 590	9 325 932 719
Installations techniques, matériels, outillage			
Autres immobilisations	3 830 941 582	2 613 916 541	2 157 165 288
Immobilisations en cours	61 958 009	34 873 800	16 655 691
Variation annuelle	245 818 975	-1 059 079 708	-97 134 233
dont immobilisations affectées par le Pays			
Terrains nus			
Terrains aménagés			
Constructions			
Matériel de transport affecté			
Autres			
Variation annuelle			
Immobilisation financières	6 151 894 439	6 495 376 921	7 413 198 421
Total actif immobilisé	24 154 484 290	21 728 110 177	22 926 940 491

En F CFP	2023	2024	2025
Créances et comptes rattachés (Brut)	304 609 830 823	315 278 273 447	348 694 371 962
dont Créances < 1 an	58 008 071 739	59 478 572 038	63 648 123 125
dont Créances > 1 an	237 048 843 153	245 942 104 469	273 788 763 392
dont Créances douteuses	9 552 915 931	9 857 596 940	11 257 485 445
Provisions	5 599 230 766	5 569 899 140	6 032 500 584

En F CFP	2023	2024	2025
Trésorerie	103 591 023 109	103 494 216 080	72 803 823 910
VMP			
Disponibilités	103 591 023 109	103 494 216 080	72 803 823 910

PASSIFS :

En F CFP	2023	2024	2025
Capitaux propres	41 840 754 779	43 194 973 039	44 473 472 897
Capital social	22 000 000 000	22 000 000 000	22 000 000 000
Réserve légale	1 938 629 091	2 024 866 262	2 105 825 175
Réserves statutaires	15 569 734 776	16 863 281 017	18 077 660 364
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	1 724 743 412	1 619 178 260	1 527 339 858
Subvention d'investissement			
Provisions réglementées	365 000 000	445 000 000	520 000 000
Prime d'émission	242 647 500	242 647 500	242 647 500

En F CFP	2023	2024	2025
Autres fonds propres	2 548 405 567	2 496 327 165	2 577 414 567
Provisions pour risques et charges	2 548 405 567	2 496 327 165	2 577 414 567

En F CFP	2023	2024	2025
Endettement	363 140 285 539	372 137 840 446	361 834 659 365
Emprunt auprès Etab. Bancaires	62 435 094 674	67 185 220 954	58 276 110 997
Emprunts et dettes financières divers	295 077 894 322	301 005 565 314	298 953 791 440
Avance du Pays			
Dettes fournisseurs	838 358 154	842 717 094	1 087 586 420
Dettes fiscales	2 083 569 645	1 805 158 962	2 126 808 545
Autres dettes	2 705 368 744	1 299 178 122	1 390 361 963

Agrégats du compte de résultat :

En F CFP	2023	2024	2025
Résultat d'Exploitation	2 739 709 455	2 298 485 133	2 336 738 963
Charges d'exploitation	16 297 855 179	18 344 809 575	17 433 020 426
dont Exploitation courante			
dont Impôts et taxes	556 362 783	549 234 396	552 092 172
dont charges de Personnel	4 778 340 180	4 978 028 914	5 178 847 727
dont Autres charges	8 149 674 841	10 151 172 838	9 065 872 699
dont DAP	2 813 477 375	2 666 373 427	2 636 207 828
Produits d'exploitation	19 037 564 634	20 643 294 708	19 769 759 389
dont Chiffre d'affaires	16 065 629 994	18 248 344 264	18 035 711 967
dont subvention d'exploitation			
dont Autres produits	2 971 934 640	2 394 950 444	1 734 047 422
Résultat Financier	798 393 966	750 106 307	746 476 200
Charges financières	12 564 255	12 173 024	19 863 692
dont intérêts sur emprunt			
dont intérêts sur avance du Pays			
dont DAP			
Produits financiers	810 958 221	762 279 331	766 339 892
dont produits de participation	212 837 111	216 719 900	196 093 504
Résultat Exceptionnel	-641 840 987	-586 078 080	-550 297 280
Charges exceptionnelles	1 452 546 490	1 463 844 666	1 097 639 371
dont sur opération de gestion	734 305 948	650 932 036	607 424 291
dont sur opération en capital	32 583 014	319 023 530	3 104 480
Produits exceptionnels	810 705 503	877 766 586	547 342 091
dont sur opération de gestion	456 851 541	588 570 636	422 872 805
dont sur opération en capital	7 470 384	7 194 750	8 217 086
Impôt sur les sociétés (IS)	1 171 519 022	843 335 100	1 005 578 025
Résultat de l'exercice	1 724 743 412	1 619 178 260	1 527 339 858

État de la dette bancaire :

Date de signature	N° contrat	Libellé	Prêteur	Durée en année	Type taux	Taux (%)	Période de remboursement	Dernière échéance	Capital initial en FCFP	Encours au 01/01/2026 en FCFP	Annuité 2026 en FCFP	Total intérêts payés en 2026
09/07/2010	BEI 25672 ENV 2009	1439	BEI	14	Fixe	1,934	S	17/05/27	238 663 484	28 753 742	19 076 776	469 989
09/07/2010	BEI 25672 ENV 2009	1442	BEI	14	Fixe	1,934	S	17/05/27	34 511 695	4 157 909	2 758 579	67 962
09/07/2010	BEI 25672 ENV 2009	1449	BEI	13	Fixe	1,822	S	15/05/26	152 384 726	6 549 308	6 549 308	59 996
18/11/2013	BEI 82957 ENV 2013	1760	BEI	10	Fixe	0,686	S	15/11/26	347 054 296	32 641 773	32 641 773	169 906
18/11/2013	BEI 82956 ENV 2013	1768	BEI	14	Fixe	1,780	S	15/05/29	596 658 711	168 645 942	47 121 990	2 830 188
18/11/2013	BEI 82956 ENV 2013	1809	BEI	10	Fixe	1,182	S	15/05/26	283 634 010	14 989 574	14 989 574	89 081
22/10/2009	BRED EUR offre 2008	1111	BRED	15	Fixe	3,000	T	30/09/26	1 789 976 134	109 838 055	109 838 055	1 651 573
22/06/2011	CPF 1313 01M	1126	AFD - Obligataire	15	Fixe	2,930	S	30/04/26	2 505 966 587	83 532 220	83 532 220	1 223 747
22/06/2011	CPF 1313 01M	1155	AFD - Obligataire	15	Fixe	3,000	S	31/10/26	1 670 644 391	111 376 282	111 376 282	2 505 966
22/08/2012	CPF 1334 01R	1295	AFD - Obligataire	15	Fixe	2,870	S	31/03/27	3 579 952 267	430 670 298	285 063 334	10 329 479
22/08/2012	CPF 1334 01R	1466	AFD - Obligataire	15	Fixe	2,710	S	31/03/27	3 579 952 267	426 452 339	282 384 113	9 656 580
18/12/2012	CPF 1350 01N	1401	AFD - Obligataire	15	Fixe	2,730	S	31/10/27	1 193 317 422	212 040 066	104 582 741	5 079 755
11/06/2013	CPF 1367 01x	1420	AFD - Obligataire	15	Fixe	3,030	S	30/04/28	1 789 976 134	427 948 326	167 328 563	11 708 850
11/06/2013	CPF 1367 01x	1477	AFD - Obligataire	15	Fixe	3,340	S	30/04/28	2 386 634 845	578 289 526	225 585 848	17 446 827
18/12/2012	CPF 1350 01N	1488	AFD - Obligataire	15	Fixe	3,230	S	31/10/27	1 193 317 422	217 429 140	106 973 000	6 166 074
18/12/2012	CPF 1350 01N	1552	AFD - Obligataire	15	Fixe	2,870	S	31/10/27	1 193 317 422	213 543 877	105 250 748	5 378 915
18/12/2012	CPF 1350 01N	1565	AFD - Obligataire	15	Fixe	3,030	S	31/10/27	1 193 317 422	215 267 421	106 015 407	5 725 574
11/06/2013	CPF 1367 01x	1498	AFD - Obligataire	15	Fixe	3,200	S	30/04/28	2 983 293 556	718 515 101	280 581 856	20 765 643
15/01/2020	CPF 1520 01M	2138	AFD - Obligataire	10	Fixe	0,860	S	31/10/29	4 000 000 000	2 000 000 000	500 000 000	16 340 000
15/01/2020	CPF 1520 01M	2153	AFD - Obligataire	10	Fixe	0,910	S	31/10/29	3 000 000 000	1 500 000 000	375 000 000	12 967 500
15/01/2020	CPF 1520 01M	2156	AFD - Obligataire	10	Fixe	0,890	S	31/10/29	1 949 880 668	974 940 334	243 735 084	8 243 121
08/11/2023	CPF 1585 01 Z	2304	AFD - Obligataire	10	Fixe	4,520	S	31/05/35	11 933 174 224	11 336 515 513	1 193 317 422	505 818 085
08/11/2023	CPF 1585 01 Z	2312	AFD - Obligataire	10	Fixe	4,150	S	31/05/35	2 983 293 556	2 834 128 878	298 329 356	116 103 156
TOTAL									50 578 921 240	22 646 225 623	4 702 032 029	760 797 964

* (s) : semestriel, (t) : trimestriel, (u) : unique : annuel ou in fine

3.8.16 Tahiti Nui Hélicoptère (TNH)

Type de société – Forme juridique : Société anonyme par actions simplifiées (SAS)		
Secteur d’activité : Transport aérien de passagers		
Code NAF : 51.10Z	N° TAHITI : C 74 362	N° RCS : 18 92 B
Tel : 87 77 72 56	Email : commercial@tnh.pf ; laetitia.laine@tnh.pf	
Siège social : Faaa - Aéroport de Tahiti Faa’a – Immeuble Tua Rata - BP 60026 – 98702 Faa’a		
Président : Monsieur Lionel GUERIN, Représentant permanent de Air Tahiti Nui		

Présentation :

La société a été créée par le transporteur aérien international polynésien, Air Tahiti Nui (ATN), et un des leaders du transport aérien par hélicoptères en métropole, HBG France, société immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Thonon-les-bains sous le numéro 320 228 570.

TNH a pour activité l'exploitation commerciale d'hélicoptères en Polynésie française, pour des activités de transport aérien de passagers, notamment dans le cadre d'évacuations sanitaires et de vols à la demande et

de vols touristiques, ainsi que du transport de fret et des travaux aériens.

Depuis sa création, TNH exploite cinq hélicoptères, sur la base du certificat de transporteur aérien de HBG France :

- Un AS 350 B2 (immatriculé F-GXPE) dont elle est propriétaire, ayant fait l'objet d'un apport au capital par HBG France à la constitution ;
- Et 4 EC 135 (immatriculés F-GVYM, F-GYHF, F-GTKB et F-GMTF), pris à bail auprès de HBG France et importés en Polynésie française sous le régime de l'admission temporaire.

Conseil de surveillance :

Président :	Air Tahiti Nui, représentée par Monsieur Lionel GUERIN
Représentants d'Air Tahiti Nui	Monsieur Lionel GUERIN, Directeur Général
Représentant d'HBG France :	Monsieur Renaud BLANC, Président Directeur Général
Représentant de la SOFIDEP	Monsieur Gaspard TOSCAN DU PLANTIER, Directeur Général
Représentant de la Polynésie française	Monsieur Moetai BROTHERRSON, Président

Actionnariat :

Valeur nominale de l'action (F CFP) :			193
Nom du Souscripteur	Nb d'actions	%	Montant
POLYNESIE FRANCAISE	16 270	14,77%	3 140 110
Total collectivités publiques	16 270	14,77%	3 140 110
AIR TAHITI NUI	75 566	68,59%	14 584 238
HBG	10 000	9,08%	1 930 000
SOFIDEP	8 329	7,56%	1 607 497
Total entreprises	93 895	85,23%	18 121 735
Total	110 165	100%	21 261 845

Ressources humaines :

- Masse salariales et effectifs :

Exercice	Montant (FCFP)	Variation (%)	Effectif (clôture)	Variation (%)	Effectif (ETP)
2023	241 720 619	-17%	28	0%	27,8
2024	277 718 986	15%	29	4%	29,1
2025	251 950 774	-9%	28	-3%	30,1

- Pyramide des âges :

2025	Homme		Femme		Totaux	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
< 20 ans	0	0%		0%	0	0%
20-24 ans	0	0%		0%	0	0%
25 -29 ans	1	6%	6	50%	7	25%